REPUBLIQUE TOGOLAISE

Agence Togolaise de Presse

Agence Togolaise de Presse

BULLETIN QUOTIDIEN D'INFORMATION

20 novembre 2026

LA LOI D'ORIENTATION DE L'AGRICULTURE ADOPTEE AU SENAT



Lomé, 20 nov. (ATOP) - Les sénateurs, réunis en quatrième séance plénière de la deuxième session ordinaire de l'année, le jeudi 19 novembre à Lomé, ont adopté, en deuxième lecture, la loi d'orientation de l'Agriculture au Togo. Les travaux étaient dirigés par le président du Sénat, Barry Moussa Barqué**.**

Le projet de loi vise à doter le secteur agricole d'un cadre juridique cohérent pour promouvoir une agriculture moderne, productive, compétitive et durable. Il entend notamment améliorer les rendements, garantir la sécurité alimentaire, favoriser la transformation locale des productions, renforcer l'accès des producteurs au financement et aux marchés, ainsi que créer des emplois et des richesses.

Le texte prend également en compte les enjeux liés à la gestion durable des ressources naturelles, à l'adaptation aux changements climatiques, à la sécurisation foncière agricole et à la professionnalisation des acteurs. Il prévoit par ailleurs des mesures en faveur de la mécanisation, de l'irrigation, de la recherche agricole et du renforcement des capacités des producteurs, notamment les jeunes et les femmes.

SOMMAIRE

ECHOS DE LA CAPITALE ----------2-5
NOUVELLES DES PREFECTURES ----------5-16
NOUVELLE DE L'ETRANGER ----------16-17
SPORTS ----------17-18

Selon le président Barqué, trois exigences donnent à ce texte toute sa portée. « La première est une exigence de souveraineté ; la deuxième est une exigence de transformation et la troisième est une exigence de responsabilité institutionnelle. Que ce vote contribue donc à faire de notre agriculture une source plus forte de souveraineté, de prospérité et d'espérance pour les générations présentes et futures. La terre donne sa mesure à qui sait la servir et la loi donne sa force à qui la met en œuvre. », a indiqué le président.

Le directeur de cabinet du ministre en charge de l'Agriculture, Konlani Dindiogue, représentant le ministre de tutelle, a salué le sens élevé de l'intérêt général des Sénateurs et ajouté qu'ensemble, « bâtissons une agriculture plus moderne, plus compétitive, plus inclusive et plus résiliente. Une agriculture qui nourrit notre population, rémunère équitablement, dignement, ceux qui la font vivre, crée des emplois pour notre jeunesse et contribue à la transformation de notre économie ».

ATOP/AR/SED

ATOP
Pour vos articles, reportages
Nous contacter.
Actualités, Proximité

+228 22 21 25 07 / +228 90 15 36 32
atoptogo1@gmail.com
www.atop.tg

ECHOS DE LA CAPITALE

CYBERSECURITE :

ANCY ORGANISE LA PREMIERE EDITION DU TOGO CYBER ARENA

Lomé, 20 nov. (ATOP) - La première édition du Togo Cyber Arena (TCA), un rendez-vous qui traduit la volonté du Togo de faire de la cybersécurité un enjeu collectif et stratégique s'est ouverte le jeudi 19 novembre à Lomé.

Initiée par l'Agence nationale de la cybersécurité (ANCy), avec l'appui de la GIZ à travers le programme ProDigiT, cette rencontre ambitionne de fédérer les compétences, stimuler l'innovation et renforcer les capacités nationales face aux menaces numériques.

Pendant deux jours, des responsables institutionnels, des experts en cybersécurité, des professionnels du numérique, des chercheurs, des entreprises, des étudiants et de jeunes talents, prennent part à des conférences, des panels, des démonstrations techniques, des ateliers pratiques et des rencontres professionnelles autour d'une préoccupation commune : comment construire un environnement numérique plus sûr et plus résilient ?

Six grands axes pour renforcer l'écosystème cyber togolais

Le programme de cette première édition repose sur six grandes thématiques qui couvrent les principaux défis de la cybersécurité. La première concerne la gouvernance et la souveraineté numérique. Elle pose la question de la capacité du Togo à maîtriser ses infrastructures, protéger ses données stratégiques et développer une politique nationale cohérente.

La deuxième porte sur la protection des infrastructures critiques, notamment dans les secteurs de l'énergie, des télécommunications, de la finance, de la santé et des services publics essentiels.

La lutte contre la cybercriminalité constitue le troisième axe. Les échanges seront axés notamment sur les fraudes numériques, les escroqueries en ligne, les rançongiciels ainsi que les mécanismes de prévention et de coopération.

La protection des données personnelles occupe également une place importante. À l'heure où les informations des citoyens circulent de plus en plus dans les systèmes numériques, leur confidentialité et leur sécurité deviennent des exigences fondamentales.

Le cinquième axe concerne la réponse aux incidents et la résilience. Il s'agit de renforcer les capacités de détection, de réaction et de rétablissement après une cyberattaque.

Enfin, le développement des talents, la formation et la valorisation des compétences locales constituent le sixième pilier de cette rencontre.

Ces orientations montrent que l'ambition du Togo Cyber Arena ne se limite pas à présenter les nouvelles technologies. Elle vise aussi à créer les conditions d'une meilleure préparation des organisations et d'une plus grande maturité numérique du pays.

Le CTF national : révéler les talents togolais

L'un des temps forts de cette première édition est la finale du concours national Capture The Flag (CTF), une compétition de cybersécurité fondée sur des exercices de hacking éthique.

Dix équipes, sélectionnées à l'issue des phases qualificatives organisées en ligne les 6 et 7 novembre, s'affrontent pour mettre en évidence leurs compétences techniques. Les épreuves permettent notamment de tester les capacités d'analyse, de détection de vulnérabilités, de résolution de problèmes et de sécurisation des systèmes informatiques.

Au-delà de la compétition, l'enjeu est important pour le Togo. Le développement d'un écosystème cyber performant nécessite des ressources humaines qualifiées, capables d'anticiper les menaces et d'apporter des réponses adaptées aux réalités nationales.

Le Togo Cyber Arena offre ainsi une vitrine aux talents émergents et favorise leur mise en relation avec les professionnels du secteur.

Des démonstrations techniques pour passer de la théorie à la pratique

Le programme prévoit notamment une démonstration en direct du fonctionnement d'un Security Operations Center (SOC), ou centre opérationnel de sécurité. Cette séquence, organisée avec la coordination du CERT.tg, doit permettre aux participants de comprendre comment les équipes spécialisées surveillent les systèmes d'information, détectent les comportements suspects et coordonnent la réponse aux incidents.

Les travaux porteront également sur des ateliers techniques portant sur les tests d'intrusion des applications web, à travers les vulnérabilités répertoriées dans l'OWASP Top 10, ainsi qu'à la cybercriminalité et à la criminalistique numérique (Digital Forensics). Ces exercices permettront aux participants de confronter les connaissances théoriques aux réalités du terrain et de mieux comprendre les mécanismes utilisés pour compromettre un système informatique.

La cérémonie d'ouverture a été présidée par la ministre de l'Efficacité du service public et de la Transformation numérique, Cina Lawson, en présence des membres du gouvernement, des représentants diplomatiques, des partenaires techniques et financiers ainsi que des responsables d'institutions.

La ministre a mis en avant la nécessité de concilier accélération de la transformation numérique, protection des données, développement des compétences nationales et renforcement de la confiance des citoyens dans les services numériques. Une orientation qui rejoint les ambitions affichées par les organisateurs.
ATOP/BA/Source : Sécuriteinfo.com

LA 4e EDITION DU FIRBA PREVUE DU 5 AU 12 AVRIL A LOME

Lomé, 20 nov. (ATOP) - La quatrième édition du Festival international Roots and Beauty Africa (FIRBA) se tiendra du 5 au 12 avril 2027 au Togo. L'annonce a été faite lors d'une conférence de presse de lancement, le jeudi 19 novembre à Lomé.



L'assistance



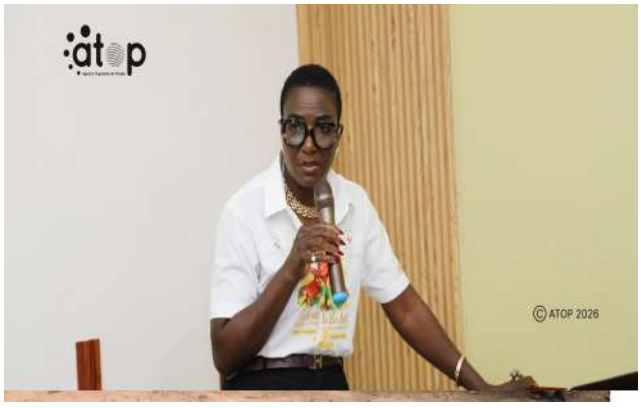
Les officiels

Ce festival a pour objectif de valoriser le patrimoine culturel africain et de transformer les richesses culturelles du continent en opportunités économiques.

Après le Cameroun, le Sénégal et le Mali, le Togo accueille cette quatrième édition qui entend créer un cadre de rencontre, de formation, d'expositions et d'échanges professionnels et commerciaux entre dix pays. Il s'agira également de promouvoir les talents africains, encourager les collaborations et ouvrir de nouveaux débouchés aux acteurs culturels et économiques**.**

L'événement mettra également en lumière l'héritage des Nana Benz du Togo, dont le parcours symbolise l'audace, le leadership et l'indépendance économique des femmes africaines. Cet hommage vise à inspirer les nouvelles générations de femmes entrepreneures. Une centaine d'exposants et plus de 100 000 visiteurs y sont attendus avec une visibilité numérique estimée à plus de 15 millions de personnes.

Au programme, des expositions, espaces commerciaux, formations, conférences, panels, concerts internationaux, défilés de mode et des soirées de gala. Des concours des jeunes dans plusieurs domaines de la culture africaine, tels que l'afro-coiffure, l'art culinaire, la musique et la danse traditionnelles sont également à l'agenda de ce festival.



La présidente du FIRBA

« L'Afrique ne doit plus seulement être valorisée pour ses richesses naturelles, mais aussi pour la puissance de son génie créatif, la profondeur de sa civilisation et l'excellence de ses savoir-faire », a souligné la présidente du comité d'organisation, Mme Makendi Silvie. Elle a insisté sur la nécessité de faire du patrimoine culturel et de la créativité des sources de richesse et de prospérité pour les populations africaines. Mme Makendi a, par ailleurs, sollicité l'accompagnement du gouvernement, des institutions, entreprises, investisseurs. Elle a invité la jeunesse, les femmes, les artisans, les créateurs, les entrepreneurs et la diaspora à s'approprier ce rendez-vous.

Pour le parrain et ambassadeur de l'événement, King Mensah, le FIRBA veut faire de la culture africaine un levier de développement économique. Il a exprimé sa disponibilité à accompagner pleinement ce projet.

« Pendant huit jours, Lomé va devenir un carrefour de rencontres, de découvertes, d'affaires et de célébration de l'excellence africaine. Notre ambition est que chaque participant reparte avec bien plus que des souvenirs : une rencontre, une opportunité, une

collaboration ou une nouvelle perspective », a déclaré le représentant national du FIRBA au Togo, Bagna Saliou. ATOP/MD/BA/BV

OPERATIONS DE LUTTE CONTRE L'ORPAILLAGE ILLEGAL EN GUINEE :

LE GOUVERNEMENT TOGOLAIS PREOCCUPE PAR LA SITUATION DE SES COMPATRIOTES

Lomé, 20 nov. (ATOP) – Dans un communiqué en date du 17 novembre, le ministère en charge de l'Intégration africaine et des Togolais de l'extérieur a informé l'opinion nationale et internationale que le gouvernement suit avec la plus grande attention la situation des compatriotes Togolais, résidant précédemment en République de Guinée. Ceux-ci, dans le cadre des opérations de lutte contre l'orpaillage illégal, se sont retrouvés en situation de détresse et actuellement hébergés dans des centres d'accueil au Burkina Faso et au Mali.

Le communiqué souligne que dès réception de l'information, les autorités togolaises ont activé les canaux diplomatiques et consulaires appropriés, en étroite collaboration avec les autorités compétentes burkinabè et malienne, ainsi que les représentations diplomatiques et consulaires concernées, afin de s'assurer des conditions d'accueil, d'assistance et de sécurité de ses ressortissants.

« Le gouvernement tient à rassurer les familles concernées et l'ensemble de la population que toutes les dispositions idoines sont en cours pour organiser le retour sécurisé de ces compatriotes au Togo dans les meilleurs délais possibles », a indiqué le communiqué.

Le gouvernement réitère sa solidarité envers les personnes et familles affectées, et exhorte une fois encore la jeunesse et l'ensemble des citoyens à la vigilance et au respect strict des réglementations nationales et internationales en matière de migration et d'exploitation minière, afin d'éviter de s'exposer à des situations d'extrême vulnérabilité.
ATOP/Communiqué ministère des Affaires étrangères



NOUVELLES DES PREFECTURES

KLOTO :

AUTORITES COUTUMIERES ET ADMINISTRATIVES MOBILISEES POUR LA RECONNAISSANCE DES CHEFFES TRADITIONNELLES

Kpalimé, 20 nov. (ATOP) – Plus d'une centaine de chefs traditionnels, de reines mères du grand Kloto, des préfets et de maires ont pris part, le jeudi 19 novembre à Kpalimé, à une rencontre de renforcement des capacités consacrée à la reconnaissance institutionnelle des cheffes traditionnelles et à leur participation à la gouvernance locale.

Initiée par l'ONG Alafia, avec l'appui financier de la Coopération allemande (GIZ), cette rencontre s'inscrit dans le cadre du projet « Nyonufia – Émergence des femmes dans les instances de gouvernance locale », mis en œuvre par l'ONG Alafia en consortium avec l'ONG Alafia Jeune. Elle vise à obtenir la reconnaissance institutionnelle des cheffes traditionnelles par les autorités administratives locales et à favoriser leur intégration, aux côtés des chefs traditionnels, dans les dispositifs de gouvernance locale du Grand Kloto.

Il s'agit également de renforcer le dialogue entre les autorités coutumières et administratives des préfectures de Kloto, Kpélé, Danyi et Agou, afin de favoriser la reconnaissance et l'application des engagements coutumiers en faveur d'une participation équitable des femmes et des hommes à la gouvernance locale. La rencontre a aussi permis de présenter aux préfets et aux maires les engagements formalisés ainsi que les attentes des chefferies masculines et féminines en matière de reconnaissance institutionnelle et de collaboration.



L'assistance...



...attentifs au message du préfet Fiawofia

Les travaux ont porté, entre autres, sur la présentation des engagements coutumiers formalisés, les modalités pratiques de collaboration entre chefs traditionnels et cheffes traditionnelles, ainsi que la décision commune de référence.

Le préfet de Kloto, Fiawofia Doagbodji Kodjo, a souligné que cette initiative s'inscrit dans la dynamique de renforcement de la gouvernance locale inclusive portée par le Président du Conseil et son gouvernement. Il a réaffirmé la disponibilité des autorités administratives à accompagner les initiatives visant la promotion des droits et devoirs des reines mères, ainsi qu'une gestion participative des communautés. Il a également invité les chefs traditionnels à accorder une place importante aux reines mères dans la gestion des affaires coutumières, dans l'intérêt de tous.

La directrice exécutive de l'ONG Alafia, Mme Tatey Adzoavi Nyuito, a indiqué que cette rencontre fait suite à plusieurs séances d'information et de sensibilisation organisées à l'endroit des chefs traditionnels sur les droits, les devoirs et les rôles des reines mères. Elle a salué leur engagement en faveur de la reconnaissance et de l'exercice effectif des responsabilités de ces dernières. Elle a également annoncé un suivi des recommandations issues des échanges afin de veiller à leur mise en application. Mme Tatey a exhorté les femmes et les reines mères à poursuivre leur engagement pour une égalité effective entre les femmes et les hommes dans les domaines social, culturel et professionnel.

La présidente des reines mères du Kloto, Mama Sikavi, a exprimé sa reconnaissance aux organisateurs pour cette initiative qui contribue à faire reconnaître et à valoriser le rôle des reines mères aux côtés des chefs traditionnels dans la gestion des collectivités locales. Elle a invité les autorités à œuvrer davantage pour une parité effective entre les femmes et les hommes dans les différentes sphères sociales, politiques et administratives, au service de l'intérêt général.

Il convient de souligner que l'intronisation des reines mères, communément appelées « Mama », constitue une ancienne institution coutumière dans le Grand Kloto. Cette tradition, profondément ancrée dans les pratiques socioculturelles de la région, concerne les quatre préfectures : Agou, Danyi, Kloto et Kpélé. La reconnaissance institutionnelle de ces femmes vise ainsi à consolider leur rôle et leurs responsabilités dans la gestion des affaires coutumières et la gouvernance locale.

ATOP/KAT/SED

TANDJOUARE :

LES CAPACITES DES LEADERS COMMUNAUTAIRES RENFORCEES POUR LUTTER CONTRE LES RUMEURS

Tandjouaré, 20 nov. (ATOP) – Des leaders communautaires, notamment des chefs religieux et traditionnels, des femmes médiatrices et des acteurs de la paix, ont pris part, le mercredi 18 novembre à Tandjouaré, à un agora communautaire consacré à la lutte contre les rumeurs et la désinformation.



Les participants

Cette rencontre est organisée par le Réseau ouest-africain pour l'édification de la paix au Togo (WANEP-Togo). Elle s'intègre dans le cadre de la deuxième phase du projet « Renforcement de la résilience et de l'engagement des communautés pour prévenir et répondre à l'extrémisme violent dans les pays du corridor atlantique ». Placée sous le thème « La rumeur en procès », l'initiative bénéficie de l'appui financier du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD). Elle vise à outiller les leaders locaux sur les mécanismes d'identification, d'analyse et de vérification des informations.

Les participants ont été amenés à réfléchir aux rumeurs qui circulent dans leurs communautés et aux moyens de prévenir leur propagation. A travers un procès fictif, au cours duquel chacun a joué un rôle précis (juge, témoins, victimes et acteurs communautaires), ils ont mis en scène une situation de rumeur afin d'en comprendre les conséquences sur la cohésion sociale.

Les échanges ont également porté sur la vérification des informations, les mécanismes d'alerte et le recours aux sources fiables. Ils ont abouti à l'élaboration de messages de sensibilisation contre la désinformation et les discours de haine, ainsi qu'à des engagements collectifs en faveur de la paix, de la tolérance et du vivre-ensemble.



Les échanges

L'animatrice, Mme Lalle Tani, directrice exécutive de l'Association genre des médias des Savanes (GEME-SA), a souligné l'importance de l'implication des acteurs communautaires dans la lutte contre la propagation des rumeurs et des fausses informations. Cette démarche, dit-elle, vise à susciter des engagements individuels et collectifs afin d'éviter le relai de fausses informations et de contribuer à préserver la paix et la cohésion sociale.

L'imam de la mosquée de Goundoga, Laré Souleymane, a insisté sur la nécessité de vérifier toute information avant sa diffusion. « Cette formation nous dote de connaissances et d'outils pratiques pour mieux vérifier les informations et freiner la propagation des fausses rumeurs », a-t-il indiqué. ATOP/SYI/JK/BA

ATOP
Pour vos articles, reportages
Nous contacter.
Actualités, Proximité
+228 22 21 25 07 / +228 90 15 36 32
atoptogo1@gmail.com
www.atop.tg

EDUCATION :

DES FACILITATEURS COMMUNAUTAIRES FORMES POUR LUTTER CONTRE LE DECROCHAGE SCOLAIRE



Officiels et participants

Tandjouaré, 20 nov. (ATOP) – Des facilitateurs et relais communautaires de la commune Tandjouaré 2 ont renforcé leurs capacités pour la réintégration et le maintien des enfants à l'école, au cours d'un atelier du 18 au 20 novembre à Nano.

Cette activité est organisée par l'ONG Action Éducation dans le cadre du projet « Amélioration de l'accès et du maintien à l'école pour les enfants du Bénin et du Togo : Tous à l'École », avec l'appui financier de l'Agence française de développement (AFD). Elle vise à renforcer les compétences des participants afin de leur permettre de mieux identifier les enfants déscolarisés ou exposés au risque d'abandon scolaire et de sensibiliser les familles à l'importance de l'éducation.

Durant trois jours, les participants ont suivi plusieurs modules portant notamment sur la compréhension du projet, leur rôle et leur posture dans l'accompagnement des communautés, la mobilisation communautaire, l'identification des enfants hors de l'école et la prévention du décrochage scolaire. Les échanges ont également porté sur la conduite des visites à domicile, le déclenchement des alertes, le signalement des cas critiques, ainsi que les principes d'éthique, de protection et de sauvegarde de l'enfant.

Pour l'inspecteur de l'enseignement préscolaire et primaire de Tandjouaré, Gbeleou Solzama, cette formation vise à transmettre aux participants des méthodes d'intervention adaptées aux réalités de leurs communautés, afin de retrouver les enfants concernés, de les accompagner et de favoriser leur réinsertion scolaire. « Ces facilitateurs doivent faire preuve d'engagement et de détermination pour ramener ces enfants sur les bancs de l'école et leur permettre de devenir des citoyens responsables et des acteurs du développement », a-t-il souligné.

Mme Lalle Kamatine, facilitatrice du canton de Lokpanou, a indiqué que les acquis de cette formation lui permettront de mieux repérer les enfants déscolarisés ou non scolarisés et de sensibiliser les parents à l'importance de l'éducation, particulièrement celle des filles et des enfants en situation de handicap.

La formation s'est également déroulée à Naki-Est (Kpendjal-Ouest 1), Borgou (Kpendjal 2), Timbou (Cinkassé 2) et Gando (Oti-Sud 1). ATOP/SYI/JK/AR

4È SESSION BUDGETAIRE DE TANDJOUARE 1 :

UN BUDGET PRIMITIF DE PLUS DE 130 MILLIONS F CFA ADOPTE POUR 2027

Tandjouaré, 20 nov. (ATOP) – Les travaux de la quatrième session ordinaire du conseil municipal de Tandjouaré 1 ont pris fin, le mercredi 18 novembre, avec l'adoption du budget primitif, exercice 2027, qui s'équilibre en recettes et en dépenses à 130.319.163 F CFA.

Ce budget est réparti entre le fonctionnement, estimé à 64.327.380 F CFA, et l'investissement, à 65.991.783 F CFA.

Les investissements prévus portent notamment sur la confection de 300 tables-bancs au profit des établissements scolaires de la commune, la réhabilitation du dépotoir communal et du marché central de Tandjouaré, ainsi que la réalisation de deux forages à motricité humaine, l'un à Djone, dans le canton de Pligou, et l'autre à la mairie. La

construction d'un bâtiment scolaire de trois classes, comprenant un bureau et un magasin, ainsi que son équipement, est également prévue à l'EPP Nankpangorgou/C, dans le canton de Tamongue.



Les conseillers adoptent le budget

Au cours des travaux, les conseillers ont examiné la situation des agents d'état civil et les moyens de renforcer les capacités des collecteurs de taxes. Ils ont également suivi une communication sur les conclusions de l'atelier consacré à l'assainissement géré en toute sécurité au Togo, organisé du 9 au 13 novembre 2026 à Kpalimé par le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF). Cette rencontre a permis l'élaboration d'une feuille de route pour la mise en œuvre d'un plan d'action assorti de recommandations à l'endroit du ministère chargé de l'assainissement, des communes et des partenaires techniques et financiers.

Outre l'adoption du budget, le conseil a examiné le bilan financier au 30 septembre 2026. Celui-ci fait état de réalisations de 90.265.034 F CFA en fonctionnement et de 69.834.114 F CFA en investissement.

Le maire de la commune, Nam Pakindam, a indiqué que les investissements prévus pour 2027 seront orientés vers les secteurs sociaux prioritaires. « Nos priorités pour l'exercice 2027 sont l'éducation, la santé, l'eau et l'assainissement », a-t-il précisé. Selon le maire, la réalisation de ces projets sera soumise aux procédures requises, notamment l'obtention des autorisations et la passation des marchés publics. Il a souligné que l'atteinte des objectifs fixés nécessite la mobilisation des partenaires autour de projets structurants, ainsi que l'accompagnement de l'Etat à travers le Fonds d'appui aux collectivités territoriales (FACT).

La session a été ouverte le 7 octobre dernier. ATOP/SYI/JK/SED

CENTRALE/ARTISANAT :

LA CRM ADOPTE SON PLAN D'ACTION ET SON BUDGET PREVISIONNEL DE 2027



Officiels et participants

Sokodé, 20 nov. (ATOP) - La Chambre régionale de métiers de la Centrale (CRM-C) a tenu sa dernière assemblée générale ordinaire de l'année le mardi 17 novembre à Sokodé.

La rencontre a permis aux délégués d'adopter le plan d'action opérationnel (PAO) et le budget prévisionnel de l'année 2027. Le PAO est essentiel pour traduire la stratégie globale de la CRM en tâches concrètes, datées et assignées sur la période de 12 mois. Il fait le lien entre la vision de la chambre et l'exécution quotidienne sur le terrain. Le budget prévisionnel est un outil qui permet d'anticiper les recettes et les dépenses, de sécuriser la trésorerie et d'orienter les décisions stratégiques.

Le préfet de Tchaoudjo, assumant les fonctions de gouverneur de région, Tchimbiandja Yendoukoa Douti a relevé l'importance du secteur artisanal dans l'économie du pays. Il a demandé aux délégués de consolider leur dynamique partenariale et d'œuvrer davantage, dans un esprit de complémentarité et de synergies d'action

indispensables à la réalisation des ambitions communes pour le développement du secteur. Le préfet a dit espérer que les décisions prises contribueront à faire de la CRM-C une institution dynamique, performante et véritablement au service des artisans de toutes les préfectures de la région.

Le président de l'Union des chambres régionales de métiers (UCRM), Adewa Sondou a invité chaque responsable, à chaque niveau, à s'approprier le plan d'action adopté pour l'essor du secteur de l'artisanat dans la Centrale.

Le chef division des aptitudes professionnelles et du suivi des Chambres de métiers à la direction de l'Artisanat, Issifou Souleadowa a salué les membres de la CRM-C pour le respect des textes régissant le secteur. Il a réitéré la disponibilité des autorités à soutenir la chambre dans l'intérêt des artisans.

La présidente de la CRM-C, Mme Agnala Bialou a fait savoir que l'artisanat est le moteur du développement local. « Et pour que ce moteur tourne à plein régime, nous avons conçu pour 2027 des projets réalisables, innovants et porteurs de croissance pour nos structures, nos jeunes et nos maîtres artisans », a-t-elle ajouté. Mme Agnala a évoqué les défis, appelant les délégués à faire preuve d'innovation et d'engagement pour assurer l'indépendance et le rayonnement des artisans de la région. ATOP/TAA/MEK/BV

DOUFELGOU **:**

UN NOUVEAU MARCHE BETAIL INAUGURE A DEFALE



Les membres du comité de gestion

Niamtougou, 20 nov. (ATOP) - Un nouveau marché à bétail a été inauguré le jeudi 19 novembre à Défalé, dans la commune Doufelgou 2.

Cette infrastructure vise à dynamiser la filière agropastorale et à améliorer les conditions de commercialisation du cheptel. Elle a été réalisée grâce au financement de la Société nationale de financement routier (SONAFIR), à hauteur de 16.750.000 F CFA. Cet ouvrage entend offrir aux acteurs de la filière un cadre sécurisé, fonctionnel et mieux organisé pour les transactions commerciales.

Erigé sur une emprise de 40 mètres de long sur 23 mètres de large, l'ouvrage comprend deux compartiments destinés au regroupement des bovins, reliés à un couloir d'acheminement conduisant directement à l'aire d'embarquement. Deux hangars ont également été aménagés sur le site. Le premier est destiné à accueillir les petits ruminants, notamment les moutons et les chèvres, tandis que le second servira d'abri aux vendeurs et aux acheteurs.

Le préfet de Doufelgou, colonel Aziaba Ayi Sessi, a indiqué que cette infrastructure moderne et sécurisée contribuera à dynamiser les filières agricoles et pastorales, à soutenir les initiatives des jeunes et des femmes, à accroître les recettes communales et à favoriser le développement d'activités connexes, notamment le commerce, le transport et la restauration. Il a exprimé le souhait que ce marché devienne un véritable espace de paix, de prospérité et de solidarité.

Pour sa part, le maire de Doufelgou 2, Mme Koubonou Atiota Touni, a souligné que cette infrastructure va au-delà de simples enclos et hangars. Elle constitue, selon elle, un instrument de dignité pour les éleveurs, qui pourront désormais effectuer directement leurs transactions sans nécessairement recourir à des intermédiaires. Mme Koubonou a relevé que ce marché représente un levier de mobilisation des recettes communales et un cadre

de cohésion sociale, de brassage et d'échanges entre les différents acteurs de divers horizons.



Vue partielle de l'ouvrage



Coupure symbolique du ruban

Le maire a invité les populations et les éleveurs à préserver l'infrastructure, à veiller à la vaccination des animaux afin de prévenir les maladies et de protéger la santé humaine. Elle s'est engagée, avec le comité de gestion, à assurer une administration durable et transparente du marché afin d'en faire un véritable pôle de développement économique.

Un comité de gestion, dirigé par M. Amadou Hassan, a été mis en place pour coordonner le bon déroulement des activités du marché. ATOP/SG/TAL/BA

BAS-MONO/SECURITE DANS LES ETABLISSEMENTS D'HEBERGEMENTS :

DES ACTEURS SENSIBILISES SUR LEUR ROLE ET RESPONSABILITE

Afagnan, 20 nov. (ATOP) - Les responsables d'hôtels, d'auberges et des ONG de la préfecture de Bas-Mono ont été sensibilisés, le jeudi 19 novembre à Afagnan, sur leur rôle, responsabilité, devoir et obligation en matière de lutte contre l'insécurité.



L'assistance



Lt.Col. Akagna (au milieu)

Placée sous le thème « rôles, devoirs et responsabilités des acteurs concernés en matières de sécurité, obligation de vigilance et mises en garde », cette sensibilisation est une initiative du préfet de Bas-Mono, Colonel Akagna Kodjo, en collaboration avec la compagnie de gendarmerie nationale d'Afagnan. Elle s'inscrit dans la dynamique du renforcement de la collaboration entre les acteurs locaux et les forces de l'ordre et sécurité, en vue de préserver la tranquillité publique et de prévenir les incidents dans la préfecture.

La rencontre vise à contribuer à maintenir le climat de sécurité et de paix dans la préfecture. Elle a permis de rappeler clairement aux participants leurs obligations légales, notamment la tenue des registres de client, l'identification des personnes hébergées, le remplissage de la fiche de police, la traçabilité des personnes hébergées, le signalement des comportements suspects aux forces de l'ordre et de sécurité, les règles d'hygiène et de sécurité dans les établissements d'hébergements.

Le commandant de la compagnie de gendarmerie nationale d'Afagnan, Lieutenant Soumagbo Edoh a invité les acteurs concernés à faire preuve de transparence et à entretenir une collaboration permanente avec les autorités compétentes et à accomplir toutes les formalités administratives, tout en s'assurant que les membres de la mission disposent des documents nécessaires. Il a exhorté ses interlocuteurs au respect des lois et règlements régissant leur activité en mettant en garde tous les contrevenants des dispositions légales. Le lieutenant Soumagbo a réaffirmé la disponibilité des forces de l'ordre et de sécurité à accompagner les acteurs concernés dans la compréhension des consignes de sécurité.

Le préfet a rappelé que la sécurité est l'affaire de tous. Il a invité les hôteliers, aubergistes et responsables des ONG à la vigilance, à collaborer avec les forces de l'ordre et de sécurité. Pour lui, cette rencontre vise à prévenir les incidents, à corriger les insuffisances constatées et à instaurer un climat de paix, de confiance, de sécurité et de cohésion sociale entre les opérateurs économiques, les populations et les autorités. « Il faut que chacun, à quelque niveau qu'il soit, prenne conscience de la situation. Quand il y a mort d'homme, nous devons avoir cela sur notre conscience », a indiqué le colonel Akagna. Il a exhorté l'assistance au respect des règles notamment les attestations de création et d'ouverture.

Cette sensibilisation intervient suite au décès d'un ressortissant français, survenu dans la nuit de dimanche à lundi 16 novembre dans un motel de la place. Selon les informations, la délégation française, venue pour une mission humanitaire, n'a pas été préalablement portée à la connaissance des autorités locales, ni aux services compétents.
ATOP/DK/AR

HAHO:

UN BATIMENT ET UNE CANTINE SCOLAIRE A L'EPP KPEVE

Notsè, 20 nov. (ATOP) – L'Ecole primaire publique (EPP Kpèvè) dans le canton de Hahomégbé/commune Haho1 a réceptionné, le jeudi 19 novembre, un bâtiment et une cantine scolaire construits par l'association « Les amis du Togo » et l'ONG 1 2 3 Action.



Coupure du ruban



Bâtiment scolaire

Les édifices bâtis sur une superficie de 200 m^2 et 63 m^2, comprennent trois salles de classe et une cantine. Le joyau a été construits avec l'appui financier de la famille Machado résident en France et des parents d'élèves de Kpèvè. Ils viennent renforcer les conditions de vie et de travail du personnel enseignant et améliorer le cadre d'étude des élèves.

La cérémonie a été marquée par la coupure du ruban symbolique et la remise officielle des clés au chef de l'Inspection des enseignements primaire et préscolaire Haho Sud, Alossé Kossi Wolali.

Le directeur de l'EPP Kpèvè, Kouamvi Sodji Urbain a indiqué que la salle de classe et la cantine scolaire suscitent chez les apprenants, l'émulation pour les études, la culture

de l'excellence et l'épanouissement en milieu scolaire. Il a remercié les donateurs pour leurs actions salutaires.



La cantine

La présidente de l'Association « Les Amis du Togo » Laurence Serrat, le responsable de l'ONG 1 2 3 Action, Loris Hadjian, la députée Gboné Adjo Sylvie, le maire de la commune Haho 1, Assila et le préfet de Haho, Alowegnim Gnakou ont exprimé leurs reconnaissances aux donateurs pour les efforts consentis en vue de combler les attentes des enseignants et des apprenants. Ils ont invité d'autres associations à emboiter leur pas.

Créée en 1992, l'EPP Kpèvè enregistre, pour cette année scolaire, 300 élèves dont 150 filles. Elle est située à 35 km de Notsè (commune Haho1). ATOP/YM/SED

LE BUREAU DU CITOYEN DES LACS 3 PRESENTE AUX POPULATIONS DE GBODJOME

Aného, 20 nov. (ATOP) – Le Bureau du citoyen (BDC) de la commune Lacs 3 a été présenté, le mercredi 18 novembre, aux populations du canton de Gbodjomé.



BUCNA Rebecca rapporteuse



AGBEKOE Koffi coordonnateur BDC

Cette cérémonie a permis de faire connaître aux populations les missions, les attributions et le fonctionnement de cette nouvelle structure de participation citoyenne. Le Bureau est dirigé par M. Agbekoué Koffi, en qualité de coordonnateur. Il est assisté de Mme Bocna Rebécca, rapporteure.

Le bureau du citoyen sert de trait d'union entre les élus locaux et les citoyens, dans une dynamique de gouvernance participative. Conçu comme un cadre d'écoute, d'expression et de dialogue, il offre aux habitants un espace où ils peuvent faire entendre leurs voix, exposer leurs préoccupations, formuler des propositions ou solliciter des orientations sur les questions liées à la gestion de leur commune. Cet instrument va faciliter les échanges entre les citoyens et les responsables municipaux, tout en contribuant à la recherche de solutions aux difficultés rencontrées par les populations, notamment à travers le dialogue et la médiation.

Au-delà de sa fonction d'écoute, cette structure se veut également un instrument de promotion de la transparence, de la redevabilité et de la bonne gouvernance locale. Elle doit permettre aux administrés de mieux comprendre les actions de la municipalité, de faire part de leurs attentes et de participer davantage aux réflexions sur les politiques et initiatives de développement communal.

La rencontre s'est déroulée en présence du maire des Lacs 3, Anani Oleassan, et du député Jonas Drafoé. ATOP/AAK/BA/BV

WAWA:

«COOP-CA ABOEWUDZA» DISTINGUEE AU CONCOURS NATIONAL DES COOPERATIVES 2026

Badou, 20 nov. (ATOP) – L'Union des coopératives de producteurs de café et de cacao de Litimé, dénommée « COOP-CA Aboèwudza », s'est vue décerner, le jeudi 19 novembre à Kpètè-Maflo, dans la commune Wawa 1, le deuxième prix du concours national des coopératives 2026.



Des participants



Remise symbolique du matériel

Cette compétition est pilotée par la GIZ avec le concours financier de l'Union européenne dans le cadre de son Programme de promotion de la compétitivité du secteur privé (ProComp). À travers cette émulation nationale, les organisateurs entendent stimuler une concurrence entre les sociétés coopératives, consacrer les structures les plus efficientes du pays et promouvoir des démarches novatrices favorisant une gouvernance inclusive, l'implication économique des sociétaires et l'essor des territoires.

Le prix de cette distinction comprend deux balances électroniques d'une portée de 300 kilogrammes chacune, dotées d'écrans reliés aux bascules par liaison Bluetooth, ainsi que deux bâches de séchage.

D'après le conseiller technique de la GIZ-ProComp, Agossou Lamine, 160 coopératives ont fait acte de candidature. Au terme d'un examen rigoureux, 60 structures ont franchi la première étape, dix se sont hissées en phase finale et la COOP-CA Aboèwudza a occupé la deuxième marche du podium. « Le jury a évalué les coopératives sur la base de plusieurs critères, notamment la gouvernance inclusive et le leadership féminin, la démocratie interne, la participation économique et la création de valeur, l'autonomie et la durabilité financière, l'éducation et la communication coopérative interne et externe, ainsi que l'engagement communautaire », a exposé M. Lamine. Invitant les sociétaires à redoubler d'ardeur et d'abnégation, il a jugé que cette consécration offre une assise prometteuse à leur déploiement au-delà des frontières nationales.

Le responsable de la Maison des coopératives du Togo, Kola Baudoin, a salué ce parcours méritoire et réitéré la disponibilité de son institution à soutenir l'organisation afin d'étoffer ses compétences, d'élever son niveau de performance et d'améliorer durablement le cadre de vie et de travail de ses membres.

Au nom des producteurs, le président de la COOP-CA Aboèwudza, Amekamayo Komi, s'est engagé à ce que le matériel octroyé soit exploité avec rigueur au service du bien-être quotidien et de l'efficacité opérationnelle des membres. Il a témoigné sa reconnaissance à l'Union européenne, à la GIZ ainsi qu'à l'ensemble des acteurs ayant œuvré au succès de cette manifestation.

ATOP/PM/KKT/SED

KERAN :

UNE CARAVANE DE SENSIBILISATION SUR LA PAIX ET LA COHESION SOCIALE A KANTE

Kantè, 20 nov. (ATOP) – ‘’DVV International’’, une confédération allemande pour l’éducation des adultes, a organisé une caravane de sensibilisation sur l’importance de la paix et la cohésion sociale le jeudi 19 novembre à Kantè.



La caravane dans la ville de Kantè



Une phase du partage d'expériences des CEC

Cette initiative a été rendue possible grâce à la collaboration de la commune Kéran 1 et de la mobilisation des membres des comités de gestion des 11 communes partenaires de toutes les régions du pays. L’objectif est d’intensifier les sensibilisations sur les valeurs de la paix et de la cohésion sociale auprès des autorités administratives, leaders communautaires et religieux, groupements et associations de femmes et de jeunes ainsi que des organisations de la société civile.

Partie du Centre d’éducation communautaire au quartier Worongo, la caravane a emprunté le rond-point de la préfecture et la nationale N°1 en passant par la mairie Kéran 1 pour aboutir au centre communautaire de la ville. Les caravaniers y ont été accueillis par les autorités administratives locales au premier rang desquelles le secrétaire général de la préfecture, Bello Séfiou et le maire de la commune Kéran 1, Mme Agbandao Kounon Nahou. Ils ont été sensibilisés sur les valeurs de la tolérance, de la solidarité et de la non-violence ainsi que de la prévention et la lutte contre l’extrémisme violent.

Les membres des comités de gestion des 11 communes partenaires ont partagé leurs expériences notamment sur les forces et faiblesses de leurs différentes activités génératrices de revenus financées grâce à l’appui de cette organisation.



Des caravaniers au point de chute



Le comité d'accueil de la caravane

Selon le directeur national de ‘’DVV International’’, Ouro-Okourou Wakilou, il s’agit pour sa structure d’accompagner les efforts du gouvernement dans la prévention des discours de haine et des comportements susceptibles de fragiliser le tissu social en encourageant tous les acteurs et les femmes en particulier à devenir des actrices de la paix. « Nous nous inscrivons dans cette dynamique de la prévention des conflits, de la

promotion du dialogue et de la tolérance entre les différentes communautés », a souligné le directeur national.

Implantée au Togo depuis 2020, la ‘’DVV International’’ s’implique également dans le renforcement de toute initiative favorisant le dialogue et la compréhension entre toutes les composantes de la société grâce à la promotion de la paix. ATOP/PAP/BA

ATOP
Pour vos articles, reportages
Nous contacter.
Actualités, Proximité
+228 22 21 25 07 / +228 90 15 36 32
atoptogo1@gmail.com
www.atop.tg

ETRANGERS

GHANA:

LE NOUVEAU JET PRESIDENTIEL SUSCITE LA POLEMIQUE EN PLEINE HAUSSE DU COUT DE LA VIE

Accra, (RFI) - Au Ghana, le nouveau jet présidentiel a atterri lundi 16 novembre 2026 à Accra. Ce Falcon 6X, fabriqué en France, a coûté près de 61 millions de dollars. L’opposition dénonce une dépense malvenue alors que le coût de la vie reste élevé. Elle rappelle que le parti du président John Dramani Mahama avait lui-même contesté l’achat d’un nouvel avion quand il était dans l’opposition.

En 2021, les rôles étaient inversés. L’ancien président Nana Akufo Addo avait un projet d’achat similaire et le parti de John Dramani Mahama, qui était alors dans l’opposition, rejetait cette demande.

Aujourd’hui, l’opposition ne rejette pas la nécessité d’un nouvel avion présidentiel, mais demande au gouvernement des clarifications : même si l’avion doit être remplacé, fallait-il engager près de 61 millions de dollars dans cet achat ?

Une meilleure situation économique qu'en 2022, selon le gouvernement

Sommé de se justifier, le gouvernement de Mahama a répondu que les choses ont évolué entre-temps. En 2022, le Ghana sollicitait un plan de sauvetage de 3 milliards de dollars auprès du Fonds monétaire international (FMI). Et aujourd’hui, selon le gouvernement, la situation économique s’est suffisamment améliorée pour permettre de financer un nouvel avion sans emprunt. D’autant que cet achat avait déjà été approuvé en 2025 par le Parlement.

Cette polémique intervient en plein débat sur le budget 2027. L’opposition a déjà contesté l’achat en séance et annoncé qu’elle demandera des justifications sur le contrat d’achat et le financement de l’avion. RFI

SOUDAN:

LES PRESSIONS S’ACCENTUENT POUR QU’UN EX-CADRE DU REGIME DECHU D'EL-BECHIR SOIT LIVRE A LA CPI

Khartoum, (RFI) - L'armée soudanaise a annoncé le 8 novembre 2026 avoir arrêté un ancien collaborateur de l'autocrate déchu Omar el-Béchir. Depuis, les pressions se multiplient pour qu’Ahmed Haroun, visé par un mandat d'arrêt de la Cour pénale internationale (CPI) pour 22 chefs de crimes de guerre et crimes contre l'humanité lors du conflit au Darfour en 2003 et 2004, soit transféré à la CPI.

Le Soudan est sous pression pour livrer un haut cadre de l’ancien régime, recherché depuis 20 ans par la justice internationale. Il s’agit d’Ahmed Haroun, ex-proche du président déchu, Omar el-Béchir (1989-2019).

Ancien ministre de l'Intérieur, il est sous le coup d'un mandat d'arrêt de la Cour pénale internationale (CPI) pour crimes commis lors de la guerre au Darfour, au début des années 2000. Haroun a été interpellé par les autorités soudanaises il y a une dizaine de jours.

Société civile, organisations de défense des droits humains, personnalités publiques : elles sont depuis plus d'une douzaine à avoir appelé au transfert d'Ahmed Haroun à la CPI.

Un courrier à l'ONU

Dans un courrier envoyé à différentes instances internationales – dont le Conseil de sécurité de l'ONU – ces organisations accusent le général Abdel Fattah al-Burhan, qui est à la tête de l'armée officielle du Soudan, d'obstruction à la justice internationale. Elles demandent aux puissances mondiales de faire respecter les obligations juridiques du Soudan, en vertu de la résolution 1593 du Conseil de sécurité de l'ONU en livrant Ahmed Haroun à La Haye, aux Pays-Bas, où se trouve le siège de la CPI.

En fuite depuis des années, celui-ci a donc été interpelé, après être publiquement réapparu au Soudan lors d'une interview à la presse. Depuis, les autorités soudanaises n'ont pas communiqué sur son lieu de détention.

Différentes organisations – dont Human Rights Watch – ont appelé à son transfert immédiat, ainsi que celui de l'ancien chef d'État, Omar el-Béchir, également détenu à Khartoum.

La destitution d'Omar el-Béchir en avril 2019, après des manifestations massives, avait suscité l'espoir d'une transition démocratique, avant que le général al-Burhan et son ancien adjoint devenu son rival, le commandant des FSR Mohamed Hamdane Dogolo dit « Hemedti », n'évincent les civils du gouvernement de transition en 2021.

Leur rivalité latente a dégénéré en guerre en avril 2023, après une ultime lutte de pouvoir autour de l'intégration prévue des FSR dans l'armée régulière.

Les travailleurs humanitaires estiment que ce conflit entre les Forces armées soudanaises et les paramilitaires des Forces de soutien rapide (RSF) a fait plus de 200 000 morts au total. Selon l'ONU, il a également provoqué la pire crise humanitaire au monde. RFI



SPORTS

LA CAF ET SES ASSOCIATIONS MEMBRES REAFFIRMENT LEUR ENGAGEMENT POUR LE DEVELOPPEMENT DU FOOTBALL AFRICAIN A ABUJA

Abuja, (CAF) - Le Président de la CAF, Dr Patrice Motsepe, rencontre les six unions zonales et les présidents des 54 associations membres à Abuja, en prélude à la 48e Assemblée générale ordinaire de la CAF.

Les discussions portent principalement sur la viabilité financière à long terme du football africain et le renforcement du soutien financier apporté aux Associations Membres et aux Unions Zonales.

Les Associations Membres de la CAF remercient Dr Motsepe pour la contribution de 10 millions de dollars de la Fondation Motsepe au Championnat Africain de Football Scolaire de la CAF.

Le président de la Confédération Africaine de Football (CAF), Dr Patrice Motsepe, a tenu des réunions constructives avec les six (6) Unions Zonales de la CAF ainsi que les présidents des 54 Associations Membres, à Abuja, au Nigeria. Les échanges ont notamment porté sur la poursuite de la croissance et du développement du football africain, ainsi que sur la nécessité d'en assurer la viabilité financière à long terme.

Ces rencontres se sont déroulées en prélude à la 48e Assemblée Générale Ordinaire de la CAF, prévue le samedi 21 novembre 2026 à Abuja.

Les discussions ont principalement porté sur le renforcement de la viabilité financière des associations membres et des Unions Zonales, tout en veillant à ce que l'augmentation des ressources mises à leur disposition contribue concrètement à la croissance et au développement du football sur l'ensemble du continent.

Sous la direction de Dr Patrice Motsepe et du Comité exécutif de la CAF, la Confédération a considérablement augmenté le soutien financier annuel accordé aux associations membres et aux unions zonales.

La CAF a récemment annoncé une nouvelle hausse de 33 % des subventions annuelles accordées à ses 54 associations membres, portant leur plafond de 525 000 dollars à 700 000 dollars par association. Cette augmentation représente une progression de 250 % par rapport aux 200 000 dollars alloués annuellement à chaque association membre en 2021.

Les subventions annuelles destinées à chacune des six unions zonales ont également été augmentées de 20 %, passant de 750 000 dollars à 900 000 dollars.

Dr Patrice Motsepe a rappelé que sa priorité absolue en tant que président de la CAF est de veiller à ce que le football se développe dans chacune des 54 Associations Membres, gagne en compétitivité à l'échelle mondiale et atteigne une autonomie financière durable. Il a également souligné l'importance d'être à l'écoute des préoccupations, des difficultés et des propositions des associations membres et des unions zonales, tout en recueillant leurs recommandations afin de permettre à la CAF d'améliorer continuellement son accompagnement du développement du football sur le continent.

Dr Motsepe était accompagné du deuxième Vice-Président de la CAF, Kurt Okraku, du troisième Vice-Président, Pierre-Alain Mounguengui, de la quatrième Vice-Présidente, Bestine Kazadi Ditabala, ainsi que du Secrétaire Général de la CAF, Samson Adamu.

Plusieurs présidents d'Associations Membres ont personnellement exprimé leur gratitude à Dr Motsepe pour la contribution de 10 millions de dollars apportée par la Fondation Motsepe au Championnat africain de Football Scolaire de la CAF.

Cette contribution a permis de soutenir le développement de cette compétition phare du football scolaire africain, notamment à travers les récompenses financières et la mise en place de projets d'héritage durable (legacy projects), qui permettent notamment de doter des établissements scolaires à travers le continent d'infrastructures éducatives et sportives.

Le Championnat Africain de Football Scolaire de la CAF constitue désormais un pilier de l'engagement de la Confédération en faveur de la jeunesse. Il contribue à investir dans les jeunes filles et garçons, à identifier et à développer les talents de demain, tout en offrant de nouvelles perspectives à la prochaine génération de footballeurs africains.

Le Président de la Fédération de football du Soudan du Sud, Francis Amin Michael, a salué le leadership de Dr Motsepe ainsi que la contribution de sa famille au développement du football africain.

« L'une des plus grandes réalisations a été la création du Championnat Africain de Football Scolaire de la CAF et la mise en place d'infrastructures durables grâce au soutien de la famille du président Motsepe. Nous avons récemment inauguré une telle infrastructure dans notre pays, à l'école primaire Libya One, à Juba », a-t-il déclaré.

Le président du Conseil des Associations de Football d'Afrique de l'Est et Centrale (CECAFA), Paulos Weldehaimanot Andemariam, a salué le soutien constant apporté par la CAF aux unions zonales, soulignant les retombées positives de cet accompagnement sur le développement du football dans les différentes régions concernées.

De son côté, le Président de la Fédération Gambienne de Football, Keemo Ceesay, a salué les progrès réalisés par la CAF sous la direction de Dr Motsepe, notamment l'augmentation des ressources financières consacrées au football africain et la participation accrue des associations membres aux processus décisionnels de la Confédération.

Le Président de la Fédération Éthiopienne de football, Isayas Jira Bosho, a pour sa part souligné que ces réunions constituaient une occasion importante pour les Unions Zonales et les associations membres d'échanger directement avec la direction de la CAF, de partager leurs expériences et de formuler des propositions visant à accélérer la croissance et le développement du football africain. CAF

REPUBLIQUE TOGOLAISE
atop
Agence Togolaise de Presse
BULLETIN QUOTIDIEN D'INFORMATION
35, Rue des Médias – 2327 – Tél. (+228) 22-21-25-07/ 90-15-36-32
E-mail: contact@atop.tg// Facebook/Twitter: @atopTG
Site web: www.atop.tg
Directeur de publication
EYEBIYI Kokouvi Adéyêmi
Rédacteur en chef
KOLANI Yaya Assadou
Secrétaire de Rédaction
AMEKOUVO Akouétey
&
BARANDAO Konaka
Chef section Reportage
GOMEZ Kokoenè Ayaovi
Chef section Photographie
DJOKPE Koffi
Chef section des installations techniques
AGBESSI Komlavi

Copyright, ATOP. Tous droits réservés